

Pakistan

La clôture du double jeu



En construisant une barrière grillagée à la frontière afghane, Islamabad, soupçonné par la communauté internationale de soutenir les talibans, essaie de prouver qu'il les contient

JACQUES FOLLOROU

LANDIKOTAL, MIRANSHAH, CHAMAN (PAKISTAN) - envoyé spécial

De la crête qui surplombe la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, à 10 kilomètres au nord de la fameuse passe de Khyber, traversée depuis toujours par les conquérants venus de Grèce ou d'Asie centrale, on remarque aussitôt la clôture courant au flanc des collines qui, à l'horizon, se transforment en montagnes. En cette fin d'automne, la neige n'est pas encore tombée. Le temps clair laisse deviner quelques fortins dressés sur les sommets dominant ce serpent de fer, complétant la barrière que le Pakistan édifie, depuis mi-2017, entre son territoire et celui de son voisin afghan.

Islamabad s'est lancé dans une vaste entreprise, qui, outre le défi logistique, ambitionne de changer l'histoire d'une des régions les plus troublées du monde. Des contreforts de la chaîne du Karakorum, frontalière de la

Chine, jusqu'au désert du Baloutchistan, qui borne la mer d'Oman, il s'agit d'ériger une frontière physique sur les 2430 kilomètres qui séparent le Pakistan de l'Afghanistan.

Jusqu'à présent, le seul cadre formel datait du 12 novembre 1893, quand Henry Mortimer Durand, ministre des affaires étrangères en Inde britannique, et Abdur Rahman Khan, émir d'Afghanistan, signèrent un accord délimitant les deux territoires. L'Afghanistan faisait alors figure d'Etat tampon entre les empires britannique et russe en Asie centrale. Mais, après l'indépendance du Pakistan, en 1947, ce tracé n'a plus été reconnu par Kaboul, ce qui complique encore la construction d'une clôture qui viendrait matérialiser la frontière contestée.

DES OUVRIERS EN GILET PARE-BALLES

Bâton d'officier à la main, le colonel Farruck Houmayoun pointe du doigt à l'horizon les postes fortifiés récemment construits. Chef du régiment Khyber Rifles du Frontier Corps – une force paramilitaire créée par les Britanniques en 1878 –, il veille sur les 110 kilomètres de frontière qui dépendent de l'agence

tribale de Khyber, une subdivision administrative des Régions tribales du Pakistan. « La clôture n'est qu'un élément de cette barrière, précise le colonel. Il y a aussi des caméras. Dans les zones difficiles d'accès, il a fallu transporter les matériaux à dos d'âne ou à dos d'homme. Dans les zones exposées, les ouvriers ont dû porter casques et gilets pare-balles, car, du côté afghan, des snipers, des tirs de mortier ou des roquettes ont visé les travaux. »

En un an, pour la seule agence tribale de Khyber, les Frontier Corps ont compté « une dizaine d'incidents, faisant au moins trois morts ». La situation s'est calmée, mais les agences de Bajaur, plus au nord, ou de Kurram, au sud, sont encore confrontées à des violences. « Cela se produit souvent quand il n'y a pas de forces de sécurité afghanes de l'autre côté, explique le commandant Umair, l'un des adjoints du colonel Farruck Houmayoun. Comme la frontière totalise dix postes pakistanais pour un seul poste-frontière afghan, le problème risque de durer. » Se pose également la question de l'efficacité de cette double clôture grillagée haute de deux à trois mètres, séparée par deux mètres de barbelés posés à même le sol.

Les Frontier Corps se sont adaptés, affirme le commandant Umair, chargé du secteur comprenant le poste-frontière de Torkham, par lequel transitent, chaque jour, dix mille piétons et un millier de camions. « La présence de la clôture change la tactique sur le terrain, explique-t-il. Nos effectifs ont été répartis dans les nouveaux points fortifiés. Quant aux caméras, elles permettent de voir jusqu'à une distance de trois kilomètres le jour mais de seulement un kilomètre la nuit. On compense avec des patrouilles. »

Outre le fait que la géographie tourmentée complique son édification, cette barrière fermera l'accès au territoire afghan, sur plus de 1200 kilomètres, aux cinq millions d'habitants des zones tribales pakistanaises qui, jusque-là, n'ont jamais reconnu d'autorités, et qui ont toujours vécu et circulé de part et d'autre d'une frontière quasi virtuelle. A l'époque coloniale, les Britanniques avaient échoué à conquérir ces zones. Les Pakistanais y ont, un temps, aussi renoncé, accordant une large autonomie à cette population pachoune, pourvu qu'elle conserve des relations pacifiques avec l'administration centrale.

Pour Islamabad, la clôture constitue une preuve de sa bonne foi. Ce projet, espère-t-il, convaincra la communauté internationale que le Pakistan n'est pas le mauvais génie d'Asie du Sud, dont l'ombre se profilerait derrière l'instabilité récurrente en Afghanistan. Alors que Washington et Kaboul ont encore dénoncé à plusieurs reprises, en 2018, « la duplicité du Pakistan », qui, sous le couvert d'un discours antiterroriste, alimenterait la violence en Afghanistan afin de promouvoir ses intérêts régionaux, les autorités pakistanaises arguent qu'elles paient le prix le plus élevé de l'insécurité dans ce pays.

Dans les années 1980, les zones tribales, composées de sept agences bordant la frontière, avaient servi de base arrière aux Etats-Unis, à l'Arabie saoudite et au Pakistan pour soutenir le djihad contre l'URSS après que cette dernière eut envahi l'Afghanistan. Après la chute du régime taliban, fin 2001, leur statut autonome et leur tradition séculaire de l'accueil avaient été mis à profit par Al-Qaïda, et par les talibans afghans et pakistanais, pour y installer leur sanctuaire,

« NOUS VOULONS FAIRE REVENIR CETTE ZONE DANS L'ÉTAT DE DROIT ET Y INTERDIRE LES ARMES À DES GENS QUI EN PORTENT DEPUIS DES SIÈCLES »

LE GÉNÉRAL MUNTAAZ militaire pakistanais



Angoor Adda, Pakistan, le 18 octobre 2018. MOHAMMAD YOUSAF/AP

Gul Bahadur (au Nord), considérés comme « progouvernementaux », étaient censés contenir l'ascension du TTP. En vain. Tentatives d'accord et périodes de répression ont ensuite alterné sans plus de succès. Les autorités pakistanaises se sont alors résignées à partir à la reconquête militaire de ce territoire qui leur échappait. De 2008 à 2014, l'armée a concentré ses forces dans les zones de Bajaur, puis de Khyber et dans certains districts de Khyber Pakhtunkhwa (ex-Province frontalière du Nord-Ouest).

DES INFRASTRUCTURES INEXISTANTES

Une partie des zones rebelles sont alors pacifiées, mais le Nord-Waziristan demeure une plate-forme djihadiste hors de contrôle, avec des groupes insurgés – dont le mouvement afghan de Jalaluddin Haqqani, longtemps lié aux services secrets pakistanais – qui s'attaquent aux troupes afghanes et américaines en Afghanistan. Une liberté qui suscite le courroux de Washington et conforte la suspicion internationale à l'égard du Pakistan.

C'est un massacre qui a finalement convaincu Islamabad de terminer la reconquête des zones tribales. Le 16 décembre 2014, à Peshawar, chef-lieu des zones tribales, une école accueillant des enfants de militaires est prise pour cible : 153 personnes (134 élèves, 16 adultes et 3 membres des forces de sécurité) sont tuées par un commando taliban se revendiquant du TTP. En 2016, l'armée pakistanaise lance l'assaut contre le Nord-Waziristan, dont la capitale, Miranshah, aux mains d'insurgés, était devenue un lieu de fabrication d'armes et d'explosifs. Dans le même temps, « une grosse pression a été mise sur les Afghans à la frontière, avec une multiplication des contrôles », relate Mathilde Berthelot, chargée du Pakistan pour Médecins sans frontières. *Il est devenu plus difficile de se rendre à Peshawar et d'y louer des maisons. Beaucoup d'Afghans venaient se soigner dans cette ville en raison des coûts et de la qualité de l'offre médicale. Des structures de santé privées ont ainsi dû fermer entre 2015 et 2016.*

« Nous contrôlons toutes les entrées du Nord-Waziristan », assure aujourd'hui le général Muntaz, dans son quartier général, à Miranshah. *Nous voulons faire revenir cette zone dans l'Etat de droit et y interdire les armes à des gens qui en portent depuis des siècles. Notre but est de substituer la loi de l'Etat à la justice individuelle. Nous resterons ici le temps qu'il faudra.* Désignant au loin une école coranique fondée dans la ville par l'ancien commandant taliban afghan Jalaluddin Haqqani, mort le 3 septembre 2018, il précise : « Cette madrasa est aujourd'hui dirigée par un mollah, avec lequel on entretient de bonnes relations et qui ne fournit plus de soldats aux talibans ni de candidats aux attentats-suicides. » L'un de ses fils, Sirajuddin Haqqani, est maintenant chef militaire du mouvement taliban afghan. « Je les ai toujours combattus », insiste le général Muntaz, soulignant ainsi à sa manière le caractère infondé des accusations américaines sur les liens qu'entretiendrait le Pakistan avec le « réseau Haqqani ».

Du poste-frontière de Ghulam Khan, à quinze minutes de vol en hélicoptère de Miranshah, on voit, côté afghan, la route sans asphalte et pleine d'ornières. Les infrastructures sont inexistantes. A d'autres points de passage, dans un décor montagneux et boisé, les camions bariolés roulent également au pas, en cahotant. Adossé au grillage, côté pakistanais, un village est juché sur un promontoire. Ici, les habitants avaient toujours vécu sans frontière. « Ces villageois ont tous des parents de l'autre côté et ils peuvent s'y rendre sans difficulté », assure le général Muntaz. *En revanche, toute personne qui ne réside pas au Nord-Waziristan doit s'enregistrer avant d'y pénétrer.*

Les 185 kilomètres de frontière avec l'Afghanistan que compte l'agence du Nord-Waziristan ne sont pas encore tous grillagés. « J'ai encore passé deux heures avec mes homologues afghans, le 14 novembre, rapporte le général Muntaz. Ici, pas de dispute, même si cela ne plaît pas à Kaboul. Nous fixons le tracé ensemble, et nous allons ouvrir de nouveaux points de passage : le but n'est pas d'empêcher les gens de passer, nous voulons juste qu'ils le fassent légalement. » Fruit de ces échanges, une porte a été aménagée dans la clôture grillagée, au pied du petit fortin en pierre de Memon Punga, pour les cas d'urgence.

Pour éloigner les suspicions de « double jeu » qui pèsent sur lui, le Pakistan dispose d'un autre argument : la petite révolution administrative, lancée le 31 mai, pour mettre fin au statut spécial des zones tribales. Ce jour-là, le président pakistanais alors en exercice, Mamnoon Hussain, a ratifié le

rattachement des sept agences tribales à la province de Khyber Pakhtunkhwa, ce qui, de fait, assujettit leurs habitants aux lois communes à tous les Pakistanais. Le *political agent*, qui représentait l'autorité centrale dans chaque agence – sous les Britanniques comme après l'indépendance – est devenu « commissaire adjoint », mais son rôle reste identique, même s'il doit aujourd'hui composer avec l'autorité militaire.

En octobre, Mahmood Aslam a été nommé commissaire adjoint pour l'agence de Khyber. Les égards à son endroit attestent encore du poids de l'héritage attaché au *political agent*. Installé à Landi Kotal, il continue à gérer les relations avec les tribus, dont les traditions séculaires, notamment la liberté de circulation, sont mises en cause par les réformes d'Islamabad. « Les chefs tribaux et les maliks sont méfiants face au nouveau système, remarque-t-il, il leur faudra du temps pour l'accepter. Je leur explique que la clôture ne les empêchera pas de traverser la frontière. Nous leur demandons de le faire avec des papiers d'identité. Cette clôture était nécessaire. Si elle ne résout pas tout, elle va y contribuer. »

L'ancienne organisation sociale des zones tribales, déjà brisée par les islamistes, doit maintenant digérer le rattachement au gouvernement provincial et au droit commun. Symbole des résistances locales à cette assimilation, le nouveau bazar aux allures de petite ville nouvelle, qui remplace à Miranshah celui qui avait été détruit lors des combats opposant l'armée pakistanaise aux talibans, reste vide. « Question de temps », affirment les militaires, mais rien n'est simple dans une région où perdurent des liens, souvent tissés par le mariage, entre la population et les insurgés, du temps où ceux-ci vivaient ici en maîtres.

Portant seul la réalisation de cet ouvrage colossal, le Pakistan est loin d'avoir fermé sa frontière. L'édification d'un kilomètre de clôture coûte l'équivalent de 66 000 euros, auxquels s'ajoute le prix de la construction de 443 fortins. Selon l'armée, sur les 1 403 km de tracé longeant les zones tribales et la Province frontalière du Nord-Ouest, 539 kilomètres, considérés comme « sensibles » ou « faciles d'accès », étaient grillagés fin novembre. D'ici à la fin de 2019, 376 km doivent être terminés. Aucune date n'est précisée pour les 488 km restants. A Bajaur, zone de passage privilégiée des islamistes afghans ou pakistanais venant grossir les rangs des groupes insurgés des deux côtés de la frontière, deux tiers des 61 km étaient sécurisés à la mi-novembre. Enfin, près de 300 kilomètres de la frontière située dans la région de Chitral et dans la zone située entre le Sud-Waziristan et le Baloutchistan ne seront pas clôturés en raison du relief accidenté.

Il faudra en outre engager le chantier au sud, dans le Baloutchistan, lieu de tous les trafics, voisin du berceau de l'insurrection talibane en Afghanistan. Sur près de 1 000 kilomètres, seuls 170 ont été grillagés. Au cœur du désert baloutche, le poste-frontière de Chaman, principal point de passage entre le Pakistan et l'Afghanistan avec celui de Torkham, le commandant Salman, 36 ans, visage barré d'une fine moustache, dirige les Frontier Corps du secteur. Le flux de camions et de personnes est incessant, notamment parce que les habitants pakistanais de Chaman travaillent, le jour, au marché afghan de Spin Boldak, avant de rentrer chez eux le soir. « On a donné des cartes spéciales à ceux qui vivent et travaillent de part et d'autre de la frontière », note le commandant Salman, mais, du côté afghan, il n'y a aucune vérification. »

« DÉFENSE DE L'INTÉRÊT NATIONAL »

Tandis que le grand drapeau afghan marquant la limite physique entre les deux pays claque dans le vent, le commandant détaille les derniers affrontements qui ont éclaté avec les forces afghanes. Début octobre, au poste-frontière de Tanda Dara, à quelques encablures au sud de Chaman, des véhicules blindés des gardes-frontières afghans sont venus au contact de ses hommes pour contester le début des travaux. « Ils sont ensuite retournés à leur propre poste, à portée de vue du nôtre, et ils nous ont tiré dessus, raconte-t-il. Nous avons répliqué, l'échange de feu a duré entre cinq et sept heures. »

Selon le commandant, « l'ordre a été donné par le général Abdul Raziaq, le chef de la police de la province de Kandahar [qui] jouxte, côté afghan, celle du Baloutchistan], qui ne voulait pas voir de clôture. Ce petit seigneur de guerre local tirait profit des taxes prélevées illégalement sur les biens, les gens ou la drogue qui traversent clandestinement la frontière, et qui n'acceptait aucun ordre de

Kaboul. » L'homme a été assassiné le 18 octobre, dans un attentat taliban à Kandahar. Le président afghan, Ashraf Ghani, y a pointé la responsabilité du Pakistan – allégations rejetées par Islamabad.

A la différence de l'agence de Khyber, où les autorités pakistanaises ont préféré construire la clôture en deçà du tracé contesté de la frontière, la barrière baloutche est, elle, édiflée sur la ligne Durand. Une provocation pour Kaboul. « Cette frontière est avant tout pakistanaise, elle n'est en rien le fruit d'un accord et de notre histoire commune », estime le ministre afghan des affaires tribales et de la frontière. « Comme si une clôture pouvait rendre cette frontière hermétique, renchérit Mohammad Houmayon Qayoumi, ministre afghan des finances. La sécurité ne reviendra qu'au moyen d'un dialogue entre nos deux pays. »

Depuis les affrontements d'octobre, les relations entre gardes-frontières pakistanais et afghans sont plus apaisées. Il faut dire que Chaman et Spin Boldak ne formaient à l'origine qu'une seule et même ville, aujourd'hui coupée en deux. A la nuit tombée, la partie afghane est souvent plongée dans le noir faute d'électricité, avant que les générateurs prennent le relais. La famille d'Abdul Shakur Khan Ashekzai, un malik progouvernement de Chaman, est elle-même répartie de part et d'autre de la frontière. « Cette clôture n'est pas gênante et ne contredit pas notre culture pachtoune, affirme-t-il. Nous appartenons à la tribu ashekzai, comme nombre de talibans, mais, depuis un moment, les traditions de solidarité et d'accueil ne fonctionnent plus avec les insurgés afghans. » Au sein du Haut-Commissariat aux réfugiés, qui supervise plusieurs camps de réfugiés afghans, entre Chaman et Quetta, la capitale du Baloutchistan, on relève néanmoins que « la culture pachtoune demeure préminente : les gens se sentent d'abord pachtoune, avant d'être afghans ou pakistanais ».

Pour Kaboul et Washington, Quetta héberge le quartier général du commandement taliban afghan depuis 2001, une façon pour le Pakistan, disent-ils, de veiller à ses propres intérêts dans cette région. C'est de cette ville que serait dirigé le mouvement et les offensives en Afghanistan. Une analyse que rejette le major général Nadeem Anjun, chef des Frontier Corps pour le Baloutchistan, basé à Quetta : « Ils [les talibans] ne sont pas un atout pour le Pakistan, ils entretiennent l'insécurité. » D'ailleurs, si le chantier a pris du retard dans son secteur, « la clôture a déjà permis de repousser les groupes insurgés dans les montagnes ».

Le général Nadeem Anjun estime par ailleurs que les dirigeants afghans tiennent un discours hypocrite : « Pourquoi n'ont-ils pas construit eux-mêmes cette barrière ? Ils ont dépensé des milliards de dollars depuis 2002 ! Qu'ils bâtissent, au moins, des postes fortifiés le long de la frontière, au lieu de collecter, voire d'extorquer, l'argent de ceux qui la franchissent. Qu'ils nous donnent des renseignements fiables, et qu'ils récupèrent leurs réfugiés : on aura moins de problèmes. » La paix, dit-il, « n'a pas le même sens selon les individus ».

L'édification de la clôture parviendra-t-elle à améliorer l'image du Pakistan et à bloquer les allées et venues des groupes insurgés qui frappent sur le sol afghan ? Selon Ahmed Rashid, expert pakistanais du mouvement taliban et de la région afghano-pakistanaise, « ces barbelés ne sont pas une réponse directe à la question du terrorisme. Une grande partie du recrutement des djihadistes s'effectue à partir du Pakistan. Ils partent ensuite vers l'Afghanistan, pas l'inverse ».

De plus, ajoute Michael Semple, fin connaisseur de la zone, ex-diplomate et aujourd'hui professeur à l'université Queen's de Belfast, « la clôture ne fera pas taire les accusations de duplicité à l'encontre du Pakistan. Elle sert surtout à moderniser la gestion de la frontière et à traiter la question des réfugiés afghans. Le Pakistan continuera à mener de front deux politiques : la sécurisation de sa frontière et le soutien stratégique aux talibans afghans ».

Un raisonnement partagé par Frédéric Grare, autre spécialiste du Pakistan, chargé de mission au Centre d'analyse et de prévision stratégique du ministère français des affaires étrangères. « Depuis l'invasion soviétique, le Pakistan a bâti des relations avec un nombre limité de groupes insurgés, en fonction de leur allégeance et de leur efficacité, explique-t-il. La duplicité est une notion morale. Si Islamabad soutient depuis dix ans deux camps ennemis – Américains et talibans afghans –, son objectif reste cohérent : il défend l'intérêt national. » ■

« LE PAKISTAN CONTINUERA À MENER DE FRONT DEUX POLITIQUES : LA SÉCURISATION DE SA FRONTIÈRE ET LE SOUTIEN STRATÉGIQUE AUX TALIBANS AFGHANS »

MICHAEL SEMPLE
spécialiste de l'Afghanistan

Pakistan-Afghanistan, une frontière poreuse

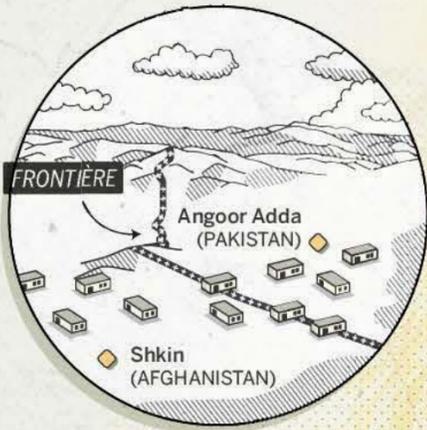
La clôture entre les deux pays traverse des villages et des zones montagneuses

1 UNE FRONTIÈRE ARTIFICIELLE... Ce tracé divise le territoire pachtout...



■ Peuplement pachtout majoritaire
■ Peuplement baloutche majoritaire

... et coupe des villages en deux



AFGHANISTAN

ZONES TRIBALES

La gestion différenciée date de l'époque coloniale et leur a laissé une grande autonomie politique jusqu'à la réforme de mai 2018. Les sept agences tribales subsistent :

- 1: Bajaur
- 2: Mohmand
- 3: Khyber
- 4: Orakzai
- 5: Kurram
- 6: Nord-Waziristan
- 7: Sud-Waziristan

PAKISTAN

PENDJAB

2 ... QUI FAIT LE JEU DES MOUVEMENTS TALIBANS ET DES GROUPES INSURGÉS...

Une forte présence d'insurgés côté afghan

- Forte influence des talibans
- Forte présence de l'organisation Etat islamique

La frontière comme moyen de repli

- ◆ Centre de décision des talibans afghans
- ↪ Repli des talibans afghans après l'invasion américaine de 2001
- ↪ Dispersion des talibans pakistanais (TTP) à la suite de la reconquête de l'armée dans les zones tribales depuis 2008

Ⓜ Principaux points de passage officiels

3 ... ET DONT LE PAKISTAN ENTEND REPRENDRE LE CONTRÔLE

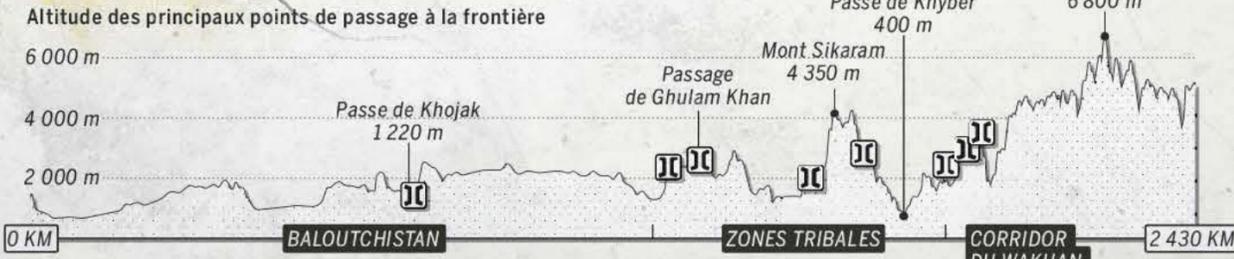
Dans les zones tribales

- ☀ Assaut du gouvernement contre la mosquée Rouge en 2007
- ☀ Massacre dans une école accueillant des enfants de militaires par les talibans pakistanais, en 2014. Le gouvernement lance alors l'offensive contre les dernières zones tribales non contrôlées

Une clôture construite par le Pakistan

- Creusement d'un fossé au Baloutchistan à partir de 2013
- Tronçon considéré comme prioritaire dans les zones tribales (construction dès octobre 2017)
- ◆ Relief escarpé qui joue le rôle de barrière
- ☀ Principaux incidents frontaliers (début 2018)

Altitude des principaux points de passage à la frontière



SOURCES : Liveuemap; CIA; Dawn, Eurasia Review; Institut des relations internationales et stratégiques, Le Monde
CARTOGRAPHIE : Mathilde Costil, Flavie Holzinger, Xemartin Laborde et Audrey Lagadec